

Pollution: une surmortalité «significative» est mesurée autour du bassin de Lacq

19 décembre 2019 Par [Jade Lindgaard](#)

Selon une étude de Santé publique France, on trouve « *une surmortalité pour les pathologies de l'appareil respiratoire* » autour des usines du bassin de Lacq. Mais ces nouvelles mesures ne permettent pas d'évaluer si les industries sont la cause de cet excès de décès.

Dans l'ombre de la catastrophe de Lubrizol à Rouen, en septembre dernier, bien d'autres pollutions industrielles se répandent dans l'air des villes, des campagnes et dans les poumons de celles et ceux qui y respirent. Tant qu'un accident ne se produit pas, cette exposition à des substances dangereuses reste souvent invisible. Il faut une forte mobilisation locale, ou un scandale, pour briser le silence lié à l'absence de mesures.

Que se passe-t-il dans l'atmosphère du bassin de Lacq, cet impressionnant site industriel des Pyrénées-Atlantiques ? En plein Béarn, dans l'arrière-pays de Pau, s'y étendent 45 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dont 14 sont catégorisées « Seveso seuil haut » et 6 « Seveso seuil bas ».

L'ancien site d'extraction gazière, exploité pendant plusieurs décennies par le groupe Elf-Aquitaine devenu aujourd'hui Total, a été remplacé par une myriade d'usines chimiques : Sanofi, Arkema, Toray, Lubrizol... Depuis plusieurs années, des riverain·e·s du site, dont certain·e·s y travaillent, se plaignent d'odeurs asphyxiantes, d'éruptions cutanées, d'irritations oculaires (*lire [notre article de juin 2019](#)*).

À quel point les rejets gazeux du site ont-ils un effet délétère sur la santé de la population alentour ? C'est tout l'enjeu de l'étude de mortalité qui doit être présentée jeudi après-midi 19 décembre à la commission de suivi de site (CSS) par Santé publique France, et à laquelle Mediapart a eu accès. Selon l'organisme de veille sanitaire, on trouve « *une surmortalité pour les pathologies de l'appareil respiratoire* » autour des usines. Les auteurs du rapport ont utilisé deux modèles différents d'analyse : l'un compare les causes de décès (cancers, maladies de l'appareil circulatoire, respiratoire...) à proximité des industries avec le reste de la région, sur la période 1968-2014. L'autre adopte d'autres tracés de zonage selon un gradient d'exposition, et en prenant en compte des critères sociologiques (niveau de vie, taux de diplômes...) entre 1999 et 2014.

Résultat dans le premier cas : « *On retrouve une surmortalité pour les pathologies de l'appareil respiratoire* » dans deux zones. Dans le second, l'analyse montre « *un excès significatif en zone B pour les pathologies de l'appareil circulatoire et de l'appareil respiratoire* ». Il n'y a pas de surmortalité par rapport au reste de la région si l'on prend en compte toutes les causes de décès, y compris tous cancers confondus. Pour Santé publique France, « *des excès de décès observés pour les pathologies des appareils respiratoires et circulatoires en zone B* [qui n'est pas la plus proche des usines – ndlr] *nécessiteront des investigations complémentaires* ».

Sollicités par Mediapart, les responsables de l'agence n'ont pas voulu commenter les résultats avant la tenue de la réunion, par respect pour les associations qui y participeront. La publication de ces premiers résultats est très attendue localement car la dangerosité des usines fait l'objet d'une véritable omerta.

En 2015, l'association de défense de l'environnement Sepanso avait jeté un pavé dans la mare en révélant une étude de l'Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement (Isped),

jamais publiée jusqu'alors : datant de 2002, elle mettait en évidence une surmortalité dans la zone à proximité du bassin de Lacq. Entre 1968 et 1998, les chercheurs établissaient une surmortalité de 14 % pour les personnes de moins de 65 ans vivant dans la zone directement à proximité de l'usine de Lacq, par rapport aux habitants de la zone témoin la plus éloignée, à 12 kilomètres du site industriel ([lire notre article](#)).

Pendant treize ans, cette étude avait été passée sous silence pour ne pas « briser la paix sociale », selon un précédent directeur de l'agence régionale de santé. Depuis 2015 et la révélation de cette première étude, des habitant·e·s réclamaient la poursuite des recherches épidémiologiques au-delà de l'année 1998.

Surprise, la méthode retenue aujourd'hui par Santé publique France est la même qu'en 2002 : une étude épidémiologique dite écologique, c'est-à-dire utilisant des données de façon agrégée et par zone géographique. Or seul un autre genre d'étude, dite analytique, étudiant les situations individuelles d'une série de personnes (par cohorte ou en suivant des cas témoins, par exemple) permettrait d'établir un lien de causalité entre la proximité des usines et l'excès de mortalité. C'est cette méthode qui a permis aux scientifiques Pascal Blanchet et Luc Multigner d'établir, en 2010, un lien entre l'exposition au chlordécone, un pesticide toxique utilisé dans les bananeraies, et le cancer de la prostate en Guadeloupe ([lire notre article](#)).

C'est d'ailleurs ce que recommandaient de faire les auteurs de l'étude de 2002 : « *Mettre en place des études épidémiologiques analytiques* » qui peuvent « *le cas échéant, augmenter la réalité de l'association entre la pollution industrielle et la mortalité de la population* ». Dix-sept ans plus tard, ce travail n'a toujours pas été conduit par la puissance publique. Pourquoi ?

Lire aussi

- [Des rejets toxiques à des niveaux astronomiques dans l'usine Sanofi de Lacq](#) Par [Jade Lindgaard](#)
- [Quand forer tue: le secret bien gardé de l'épopée du gaz de Lacq \(1/2\)](#) Par [Jade Lindgaard](#)
- [Gaz de Lacq: la fabrique du silence \(2/2\)](#) Par [Jade Lindgaard](#)
- [Dans le bassin de Lacq, pluies acides, odeurs asphyxiantes et sentiment d'abandon](#) Par [Jade Lindgaard](#) et [Donatien Huet](#)

Directrice de Santé publique France en Nouvelle-Aquitaine, Stéphanie Vandentorren explique qu'une étude de ce type serait difficile à mettre en place autour du bassin de Lacq : il faudrait suivre près de 80 000 personnes sur une vingtaine d'années pour obtenir une « *puissance statistique* » suffisante. Ce type d'enquête relève plus de la recherche que de la veille sanitaire, qui doit réagir aux signaux forts concernant la santé des populations.

D'autres études sont en cours de traitement par l'agence publique : une étude de morbidité (suivi des pathologies) ainsi qu'une étude de « santé déclarée » afin de prendre en compte les problèmes sanitaires qui ne se voient pas dans les cabinets médicaux ou les hôpitaux. À ses yeux, ces deux travaux en cours devraient permettre de couvrir un spectre large de pathologies et ainsi de construire une photo réaliste des problèmes, notamment respiratoires, rencontrés par certain·e·s habitant·e·s. « *C'est un gros sujet, on met le paquet sur ce site, la moitié de mon équipe se met là-dessus, explique la scientifique. Il y a une demande forte de la population. On doit répondre correctement.* »

Pour Patrick Mauboulès, représentant de la Sepanso en CSS de Lacq : « *On attend de voir l'étude complète qui nous dise ce qu'il en est. C'est ce qu'on demande depuis des années. En ce moment une famille a dû éloigner un enfant de son domicile, car il avait de trop gros problèmes de respiration à Lacq. Cette nouvelle étude épidémiologique est la confirmation que la situation est grave.* »

Les deux prochaines études de Santé publique France sont attendues d'ici juin 2020. J-L

